



**HAL**  
open science

Compte rendu d'ouvrage: " Assignés à identités.  
Violence d'État et expériences minoritaires dans les  
Balkans post-Ottomans", de Nadège Ragaru

Pierre Sintès

► To cite this version:

Pierre Sintès. Compte rendu d'ouvrage: " Assignés à identités. Violence d'État et expériences minoritaires dans les Balkans post-Ottomans", de Nadège Ragaru. Mémoires en jeu, 2021, pp.123-124. hal-03563387

HAL Id: hal-03563387

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-03563387>

Submitted on 29 Mar 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ouvrage de Nadège Ragaru intitulé *Assignés à identités. Violence d'État et expériences minoritaires dans les Balkans post-Ottomans* est paru en 2019 aux éditions Isis d'Istanbul dans la collection *Analecta Isisiana* qui accueille régulièrement des ouvrages d'histoire ottomane. Directrice de recherche au CNRS, membre du CERI, l'auteure est une éminente spécialiste des sociétés balkaniques sur lesquelles elle a publié depuis une vingtaine d'années de nombreux articles se rattachant aux sciences politiques et historiques. Le présent ouvrage se déploie sur un spectre thématique que le titre circonscrit parfaitement puisque N. Ragaru entend y livrer une analyse des relations entre État et minorités dans les Balkans à partir de ses recherches sur la Bulgarie et la République de Macédoine. L'hypothèse de départ serait que le fait minoritaire y est nourri par les processus d'« assignation » desquels les États sont des acteurs déterminants, et qui soumettent les groupes minorisés à une violence structurelle, constitutive de leurs expériences quotidiennes. Cette réflexion est particulièrement d'actualité à l'heure où des collectifs de différentes natures se mobilisent pour dénoncer la permanence de leur mise à l'écart dans les sociétés postcoloniales d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. L'ouvrage est introduit par un texte de haute volée, à l'image de ceux que l'auteure a coutume de présenter, où la précision des références et la qualité de l'écriture servent un propos des plus stimulants. La lecture de cette introduction fait également comprendre au lecteur ce qu'un coup d'œil à la table des matières permet de supposer : l'ouvrage est le recueil de plusieurs textes déjà publiés à d'autres occasions, dont l'association conduit ici à dessiner un propos plus général. Ces contributions sont regroupées en trois grandes parties.

La première partie « Façonner, interdire, dire « je » en Bulgarie : Puissance publique et stratégie de résistance minoritaires » présente sept chapitres. Elle est largement consacrée à la condition des Turcs de Bulgarie et aux politiques de discrimination dont ils ont fait l'objet. On y retrouve une présentation des débats historiographiques concernant leur origine et leur devenir (ch. 1), une description de la politique de « renaissance nationale » qui leur a été infligée dans les années 1980 (ch. 2) et visait à les faire disparaître en tant que groupe spécifique (jusqu'à l'expulsion de 340 000 personnes en 1989 vers la Turquie), et enfin la question des retours depuis la Turquie d'une partie d'entre eux (ch. 3). Dans ces pages, le lecteur sera frappé par la violence des procédés visant l'effacement de ces identifications minoritaires (changements de patronymes – jusqu'aux pierres tombales, interdiction de la langue, saisie d'ouvrages, expulsion). Au-delà de ce seul cas, l'auteure montre combien ces processus sont comparables à d'autres situations d'intensification du contrôle bureaucratique sur la société ou de « nationalisation des espaces et des populations » (p. 56) qui bouleversent radicalement les expériences, « interactions entre spatialité et temporalité (...) tramées de rêves et d'imaginaires » (p. 93). Ces chapitres liminaires sont à l'image de l'ensemble de l'ouvrage. Ils permettent d'accéder à une palette de sources d'une extrême variété : sources historiographiques, que Nadège Ragaru maîtrise à merveille, archives et documentation de première main, enquêtes ethnographiques et récits. Si le fil conducteur des trois chapitres suivants est plus difficile à trouver (ils traitent tour à tour de l'émergence des études migratoires en Bulgarie, de la prise en charge dans le débat public d'un événement historique dissensuel (le massacre de Batak) et de l'apport de Maria Todorova et de son célèbre *Imagining the Balkans*), ils viennent clore cette première partie en apportant à leur manière une contribution à l'analyse de processus qui ont forgé les discours d'identification collective de la Bulgarie contemporaine.

La deuxième partie « Politiques anti-juives, historiographie et mémoire de la Shoah en Bulgarie » propose un point très approfondi sur la situation des Juifs en Bulgarie et dans les territoires administrés par Sofia pendant la seconde guerre mondiale. Ses trois chapitres reprennent trois publications parues en 2016 et 2017. Le premier apporte un cadrage d'ensemble, en faisant une large place aux débats historiographiques. Les chapitres suivants se concentrent sur le déploiement des politiques antijuives dans ces espaces et questionnent la marge de manœuvre laissée au pouvoir bulgare sur ce dossier par son allié allemand. En s'appuyant sur des documents et des publications récentes, l'auteure y met à mal la version officielle d'un « sauvetage » des Juifs bulgares pendant la guerre, qui se serait produit au nom des valeurs de « tolérance ethnoculturelle bulgare » (p. 178, p. 244). Les « rouages d'un antisémitisme d'État » (p. 142) sont au contraire dévoilés ici, et ces politiques antijuives se présentent comme une mécanique implacable qui aurait conduit l'ensemble des Juifs à la déportation si le cours de la guerre avait été plus favorable à l'Axe. Cette interprétation, largement inspirée des thèses novatrices du chercheur bulgare Roumen Avramov (p. 197), montre combien l'État bulgare fut impliqué dans une politique meurtrière et discriminatoire qui culmina avec la spoliation et l'expulsion des Juifs de Sofia en 1943, et la déportation de plus de 10 000 Juifs de Thrace et Macédoine occupée. Dressant un tableau très complet allant des décisions politiques aux pratiques des simples citoyens sujets à la « tentation du mal » (p. 205) au moment de l'aryanisation des biens juifs, Nadège Ragaru pousse le lecteur sur la piste des continuités de cette politique avec les processus antérieurs de traitement de la diversité dans le pays produits par des « administrations de plus longue historicité » (p. 215). Elle note par ailleurs le paradoxe d'une société où cohabiteraient (bons) rapports de voisinage et (mauvaises) relations intercommunautaires. Dans le ch. 9, la question des commémorations et de l'écriture contemporaine de cette histoire montre les désaccords dont elle fait l'objet entre acteurs inscrits dans de multiples échelles. C'est le cas sur l'échiquier politique bulgare entre droite et gauche, mais également à l'extérieur du pays avec le conflit qui oppose Bulgarie et Macédoine du Nord sur cette question, cette dernière voyant dans la déportation des Juifs des terres administrées par Sofia un élément confirmant la brutalité de l'occupation militaire bulgare associée à des visées irrédentistes sur l'ensemble de la région.

La troisième partie envisage des dynamiques exclusivement propres à l'État macédonien. Intitulée « Faire État-nation en Macédoine post-yougoslave : de la conflictualité armée à la concurrence des emblèmes identitaires », elle évoque la situation des minorités en Macédoine du Nord à partir de la forte présence d'Albanais musulmans (13% en 1961, 21% en 1991) pour un pays à majorité slave orthodoxe. Après avoir dépeint la situation dans ce jeune État indépendant depuis 1991, en particulier les conséquences des violences qui l'ébranlèrent en 2001 et leur règlement par les accords d'Ohrid (chap. 10), les choses sont envisagées à partir de deux situations de contentieux : la question des réformes territoriales et de la refonte des maillages communaux de 2004 (ch. 11) et les enjeux entourant l'inauguration de la statue du héros national albanais Skanderbeg à Skopje en 2006 (ch. 12). Bien qu'analysant dans le plus grand détail les situations politiques en cours au moment de leur rédaction (2005, 2008 et 2010), ces textes sont toujours d'une grande actualité pour comprendre la complexité des jeux du pouvoir dans ces configurations articulant majorité/minorité si fréquentes dans les pays des Balkans, et les difficultés à dépasser « l'incapacité du principe majoritaire à accommoder les demandes des minorités » (p. 275).

Pour la richesse du travail dont il rend compte et la qualité de ses analyses, la lecture de l'ouvrage de Nadège Ragaru s'impose pour qui s'intéresse à la Bulgarie et aux Balkans. Il offre de nombreuses pistes de réflexion pour comprendre comment se construisent, se transforment (ou se détruisent) les relations entre majorité et minorité au sein d'États-nations du Sud-est européen. On peut regretter que l'enchaînement des chapitres, ainsi que leur relative hétérogénéité, ne soient pas soutenus par des transitions, une conclusion générale, ou encore un chapitre théorique plus étoffé que la seule introduction, afin d'inscrire le propos de l'ouvrage dans un cadre théorique plus aboutie sur cette question ambitieuse. En particulier, cela aurait permis d'éclairer plus nettement l'hypothèse séduisante des héritages (post) ottomans annoncée dans le titre, qui cèdent souvent la place à l'omniprésente question du postsocialisme évoquée dans chacun des textes.

P. Sintès

Aix-Marseille Univ, CNRS, TELEMME, Aix-en-Provence, France